

Equateur: Correa séquestré

01-10-2010

Durant une communication avec la télévision publique depuis l'hôpital où ils le maintiennent retenu, le président d'Équateur a affirmé que "l'opération se 'sauvetage' est prête depuis quelques heures, mais je n'ai pas voulu donner l'ordre d'assaut pour éviter une effusion de sang". Il a ratifié que "d'ici sortira un cadavre ou un président". Le chef de Cabinet, Venicio Alvarado, a confirmé que le chancelier, Ricardo Patiño, bien qu'il ait été frappé par le cercle policier, a réussi à entrer dans l'hôpital où se trouve séquestré Correa, qui a recommencé à dénoncer "une tentative de Coup d'Etat de la part d'un groupe de policiers, victimes d'une formidable campagne de désinformation", soutenue par un secteur de la Force Aérienne, qui a occupé l'aéroport international de Quito. Correa a accusé sur Radio Nationale les secteurs de l'opposition proches de l'ex-mandataire Lucio Gutiérrez pour le soulèvement. Le Gouvernement a déclaré le régime d'exception et a disposé que les Forces Armées prennent en charge l'ordre public. Les présidents des pays qui composent l'Unasur se réuniront en urgence cette nuit à Buenos Aires. Alvarado a reconnu la gravité de ce qui se passe mais il a limité l'affrontement à "des experts en désinformation". (...) "C'est une tentative de coup d'État de l'opposition et ce sont certains groupes greffés sur des Forces Armées et de la police qui ont toujours été, basiquement des groupes de la Société Patriotique (le parti de Lucio Gutiérrez)", a dit Correa. "C'est très clair d'où vient cette tentative de déstabilisation", a ajouté le mandataire, en rappelant que dans son discours ce jeudi devant les policiers qui ont pris le principal régiment de Quito, les manifestants faisaient allusion dans leurs harangues à Gutiérrez, renversé par une révolte populaire en avril 2005. Correa a fait un appel au calme à la citoyenneté et au sujet des pillages à Guayaquil, la deuxième ville du pays, il a ratifié qu'il s'agit d'une tentative téméraire "putschiste" de secteurs de l'opposition. Le mandataire a anticipé que l'attitude policière "sera sanctionnée" et il a déclaré qu'aussitôt que les médecins lui permettent de quitter l'hôpital, où il se remet après l'agression des policiers insurgés, il essaiera de sortir. "S'il est vrai que l'hôpital est encerclé, cela serait très grave et nous devons prendre des mesures", a-t-il considéré. Pagina/12, 30 septembre 2010 (20h30, 1h30 heure française). <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-154095-2010-09-30.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>